

Azzedine Gaci

Les trois contresens d’Emmanuel Macron à propos du séparatisme islamique

Un « islam des Lumières » pour reconquérir les territoires de la République, comme le souhaite le président, est possible, explique le recteur de la mosquée Othmane de Villeurbanne (Rhône). Mais encore faut-il emprunter les bonnes voies

Dans son discours du vendredi 2 octobre aux Mureaux (Yvelines), le président de la République, Emmanuel Macron, s’est employé à rassurer les citoyens face à la montée de ce qu’il qualifie de « *séparatisme islamiste* » dans certaines villes de France. Il a annoncé la création d’un « *institut scientifique d’islamologie* » pour la formation d’islamologues [*chercheurs spécialisés dans l’étude de l’islam et du fait religieux islamique*] – mais rien de vraiment concret ou de nouveau sur celle des imams. Pour mener à bien ses projets, le chef de l’Etat compte s’appuyer sur une instance représentative de l’islam en France, qui porte une lourde responsabilité dans les problèmes que connaissent les citoyens français de confession musulmane aujourd’hui. Mais les solutions qu’il préconise reposent sur trois idées fausses, en ce qui concerne l’organisation de l’islam de France.

D’abord, croire que la solution viendra d’en haut. Les fidèles musulmans avaient placé de grands espoirs dans le Conseil français du culte musulman (CFCM). Hélas ! Depuis sa création, en 2003, le CFCM, sous contrôle des chancelleries étrangères, reste paralysé par des conflits internes. C’est pourtant à cette instance, qui ne peut se prévaloir d’aucune grande réalisation, que le prési-

dent de la République a confié la tâche, très exigeante, de la certification et de la labélisation des imams. Soyons sérieux ! Le Conseil français du culte musulman ne réalisera sûrement pas en six mois ce qu’il n’est jamais parvenu à accomplir en dix-sept années d’existence.

Dans notre pays, la majorité des musulmans pense que c’est à elle de faire émerger, par le bas, la structure représentant le culte. Quoi de mieux, pour cela, que le niveau départemental ? Les différentes mosquées, familiaires les unes des autres, pourraient ainsi travailler, réfléchir et avancer ensemble en définissant des projets communs. Une telle décentralisation comporterait un autre avantage, non négligeable : les pays étrangers auraient beaucoup plus de difficultés à établir une tutelle sur l’islam en France.

Formation des imams

Ensuite, croire que la formation des imams est la clé de tous les problèmes. La France compte quelque 2500 lieux de culte musulmans et environ 2000 imams, dont près de 300 sont envoyés par l’Algérie, le Maroc et la Turquie, en vertu d’accords officiels. Une grande partie de ces imams n’ont jamais suivi la moindre formation théologique universitaire. Ils sont donc incapables de produire une pensée religieuse en

phase avec le contexte et les réalités françaises. De même ne sauraient-ils proposer des alternatives aux lectures littéralistes qui dominent le plus souvent le rapport aux textes fondateurs de l’islam. C’est pourquoi de telles personnes demeureront impuissantes à lutter contre la radicalisation. S’ajoute à cela un autre écueil : se sachant surveillés de près, ces imams-là se contentent de faire le strict minimum dans les mosquées. Pour autant – soulignons-le –, très rares sont ceux qui continuent de véhiculer un discours contraire au message de paix de l’islam : s’ils représentent 1 % à 2 % de l’ensemble, c’est bien le maximum, et leur cas peut être réglé par une application stricte des lois déjà existantes.

La formation des imams à un niveau académique, tout comme le fait qu’ils s’expriment en français, est donc une nécessité absolue – le radicalisme prospère

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA VIOLENCE ET LES DÉFERLEMENTS DE HAINE PARALYSENT BEAUCOUP D’IMAMS ET DE RESPONSABLES RELIGIEUX

là où la science et la connaissance ont déserté. Mais il serait illusoire de penser qu’une telle formation puisse être la clé de tous les problèmes. Oui, il existe une tendance à une certaine radicalité chez des jeunes pour qui les réseaux sociaux sont devenus un véritable mode de vie. Seulement, pour contrecarrer cette tendance, il faudrait commencer par mieux l’étudier. Et cela demanderait beaucoup de moyens humains, intellectuels et financiers. Le président de la République n’a fait aucune proposition en ce sens.

Culte et culture

Enfin, continuer à rêver d’un islam en France qui se vit plus culturellement que culturellement. Emmanuel Macron entend encourager, entre autres, l’enseignement des civilisations musulmanes pour bâtir un « *islam des Lumières* ». Il a annoncé le déblocage de 10 millions d’euros pour la Fondation de l’islam de France, afin de lui permettre de développer ses activités culturelles, et la mise sur pied d’un « *institut scientifique d’islamologie* ». Si celui-ci voit le jour, sa mission sera de former des islamologues censés reconquérir les « territoires culturels » occupés par les tenants du « séparatisme ». La montée en puissance de la violence et les déferlements de haine paralysent beaucoup d’imams et de responsables religieux, tous de bonne foi et souvent démunis face à ce phénomène qui les dépasse.

Cet institut pourrait les aider à comprendre les racines de ces dérives et tenter par là même d’apporter des éléments de réponse aux parents qui voient avec angoisse leurs enfants s’enfoncer dans de telles spirales. Il reste à savoir quand ces islamologues seront opérationnels et

quelles actions mener en attendant leur venue. Mais soyons clairs : si le but est d’essayer de mettre en place un islam qui se vivrait plus culturellement que culturellement, cela ne servirait à rien, sinon à ajouter de la confusion à la confusion. Inutile de nier la réalité : l’islam est une foi et une spiritualité, nourries par une pratique articulée autour des cinq piliers [*la profession de foi, l’aumône légale, le pèlerinage à La Mecque, le jeûne du ramadan, la prière cinq fois par jour*]. Les musulmans continueront à pratiquer leur religion. Il faudrait juste les aider à harmoniser cela avec les sociétés dans lesquelles ils vivent – et dans le strict respect des lois républicaines.

Dans son diagnostic, le président de la République a bien peu insisté sur le rôle majeur des politiques successives dans la ghettoisation à l’américaine des quartiers pauvres en France. S’y accumulent les problèmes de drogue, de chômage, d’insécurité et de marginalité, avec les conséquences que l’on sait. Malgré tous les débats et polémiques qu’il suscite, l’islam radical n’est pas la cause de tous les problèmes dans notre pays. Les solutions avancées par Emmanuel Macron paraissent très insuffisantes et risquent de rester sans portée pratique. ■

Azzedine Gaci est recteur de la mosquée Othmane de Villeurbanne (Rhône) et enseignant-chercheur en physique quantique et semi-conducteurs à l’Ecole supérieure de chimie, physique, électronique de Lyon

La décision de supprimer l’instruction en famille, sauf raison de santé, justifierait un débat public

Un collectif de six chercheurs démontre que les parents qui ont recours à l’instruction à domicile ont des motivations très diverses ; la part de ceux qui le font pour des raisons religieuses n’est pas quantifiable

Depuis la loi Ferry du 28 mars 1882, l’instruction obligatoire des enfants peut être donnée soit dans des établissements publics, soit dans des établissements privés, soit dans les familles. Le 2 octobre, le président de la République a annoncé sa décision de « *limiter strictement* » cette troisième possibilité afin de « *s’attaquer au séparatisme islamiste* ».

Notre équipe universitaire ANR (Agence nationale de la recherche) SociogriEF conduit des recherches sur les familles qui instruisent hors école, ainsi que sur les agents publics chargés de les contrôler. Grâce aux administrations et aux familles, qui nous permettent d’enquêter en toute indépendance, nous inventorions les profils et mobiles des parents concernés. M. Macron étant soucieux de « *définir la réalité de nos problèmes sans tabou mais sans facilité non plus* », nous partageons ici quelques enseignements de ces travaux en cours, qui ne visent pas à prendre parti sur l’instruction hors école, mais à décrire les familles qui en font le choix.

Ces recherches montrent la très grande diversité des motivations des familles. Certaines souhaitent scolariser mais, conjoncturelle-

ment, n’y parviennent pas. Parfois, l’école publique est trop éloignée, les familles sont itinérantes, ou des connaissances, à distance de celles que leur semble promouvoir l’école. Certaines de ces familles le font pour des raisons religieuses. Leur dénombrement précis est toutefois impossible car les agents chargés du contrôle de l’instruction n’interrogent pas explicitement les parents sur leurs croyances religieuses.

Suivre leur propre rythme

D’autres parents sont convaincus que leurs enfants apprendront mieux s’ils suivent leur propre rythme, libérés des programmes, emplois du temps ou règles collectives d’une école. Adaptant des pédagogies scolaires ou privilégiant les « apprentissages autonomes » des enfants, ils revendiquent la liberté d’enseignement, reconnue par la Convention européenne des droits de l’homme, pour faire acquérir, par des voies volontairement différentes, les connaissances et compétences du « socle commun » que garantit, à ces enfants tout autant qu’aux élèves, l’obligation d’instruction.

Enfin, des familles choisissent de ne pas scolariser pour transmettre à leurs enfants des valeurs, ou des connaissances, à distance de celles que leur semble promouvoir l’école. Certaines de ces familles le font pour des raisons religieuses. Leur dénombrement précis est toutefois impossible car les agents chargés du contrôle de l’instruction n’interrogent pas explicitement les parents sur leurs croyances religieuses.

La motivation religieuse est par conséquent très peu évoquée dans les dossiers administratifs

DE CONFESSION CHRÉTIENNE, JUIVE OU MUSULMANE, LES FAMILLES À LA PRATIQUE RELIGIEUSE STRICTE SEMBLENT TRÈS MINORITAIRES

dont l’étude permet de décrire les « non-scolarisant ». Des indices ou témoignages montrent que des familles à la pratique religieuse stricte et perçue comme contraire aux valeurs de la République instruisent à domicile. De confession chrétienne, juive ou musulmane, elles semblent cependant, pour autant que l’on puisse en juger, très minoritaires.

Absence de données

Au cours des vingt dernières années, l’instruction en famille a augmenté. La possibilité semble mieux connue des parents et des médias, tandis que l’administration a amélioré sa capacité à dénombrer les enfants concernés. Expliquer cet accroissement par des motivations religieuses « radicales » ne va pas de soi, vu, comme nous l’avons mentionné, l’absence de données dans ce domaine.

D’autres facteurs sont en jeu, à commencer par la décision, en 2019, de rendre l’instruction obligatoire dès 3 ans. En 2018, les 35000 enfants instruits en famille étaient âgés de 6 à 16 ans (soit 0,36 % sur 8,3 millions). En 2020, le périmètre de cette population est passé de 3 à 16 ans, ce qui explique sans doute

l’essentiel de son essor, atteignant 50000 enfants.

Pour apprécier la part des situations jugées problématiques dans ces effectifs, on peut se tourner vers les rapports administratifs où des inspecteurs de l’éducation nationale, à l’issue d’une rencontre avec les enfants et leurs représentants légaux, concluent au caractère satisfaisant, ou non, de l’instruction. En 2016, lors d’une conférence de presse, le ministère en a publié un bilan : « *7 % des contrôles se sont avérés insuffisants* ».

Dans ces cas, après second contrôle, un tiers des enfants ont fait l’objet d’une injonction de scolarisation. Pour autant que les contrôles, aux modalités renforcées ces vingt dernières années, rendent possible un repérage « *d’écarts répétés avec les valeurs de la République* », la réglementation permet d’imposer la scolarisation dans des situations appréciées, sur pièce, par les contrôleurs.

La décision de supprimer l’instruction en famille, sauf raisons de santé, concerne l’ensemble d’une population très diverse. Motivée par le souci de contrôler les pratiques d’une minorité « radicalisée », cette annonce rompt avec près de cent cinquante ans d’autorisation. Elle constitue à ce

titre un « *changement de paradigme* », selon les termes de M. Macron, qui pourrait justifier l’ouverture d’un débat public.

Certains pays, comme l’Allemagne, ont fait de longue date le choix de l’interdiction, tandis que d’autres tels que la Suisse, la Belgique ou le Canada, pour les pays francophones, autorisent l’instruction en famille. Du point de vue de la recherche universitaire, on ne peut qu’insister sur la nécessité de mieux connaître et prendre en compte la diversité des profils, motivations et pratiques de ces familles, loin de se réduire aux dimensions religieuses ou « séparatistes ». ■

Philippe Bongrand, CY-Cergy-Paris-Université ; Véronique Bourhis, CY-Cergy-Paris-Université ; Géraldine Farges, université de Bourgogne ; Dominique Glasman, université Savoie-Mont-Blanc ; Jean-François Nordmann, CY-Cergy-Paris-Université ; Elise Tenret, université Paris-Dauphine